

**Statement at COFI: 35th session on Agenda Item 10: Mainstreaming Biodiversity in Fisheries and Aquaculture By International Collective in Support of Fishworkers (ICSF) and the signatories of the Call to Action from Small-Scale Fisheries Presented by Felicito Núñez**

**08 September 2022**

**Déclaration de Felicito Núñez, au nom de l'ICSF et des signataires de l'Appel à l'action sur le point n°10 "Intégrer la biodiversité dans la pêche et l'aquaculture".**

Je m'appelle Felicito Núñez, et je vais m'exprimer au nom du Collectif international de soutien aux travailleurs de la pêche (ICSF) et des signataires de l'Appel à l'action de la pêche artisanale, qui demande aux membres de la FAO d'élaborer des plans stratégiques nationaux guidés par les Directives de la FAO sur la pêche artisanale afin de mettre en oeuvre 5 actions prioritaires d'ici 2030.

Dans ma communauté, nous, les pêcheurs Garifuna, sommes inquiets quand nous voyons que le tourisme détruit les récifs coralliens dont nous prenons soin depuis plus de 200 ans, ou quand les grandes industries viennent nous déloger au nom de l'économie bleue ou de la conservation des espèces marines.

En ce qui concerne le point de l'ordre du jour, nous voulons souligner que le processus 30x30 n'est possible que si les droits de l'homme des peuples autochtones et des pêcheurs sont reconnus, respectés et garantis par la loi. La conservation doit se faire avec notre consentement libre, préalable et éclairé et dans le respect absolu de nos formes de gouvernance traditionnelle.

Les aires marines protégées et autres solutions basées sur les zones ne font que prévenir les impacts humains immédiats, comme l'interdiction de la pêche ou de l'exploration pétrolière, mais n'apportent pas de solution au réchauffement ou à l'acidification des océans. Pour protéger les écosystèmes, accroître leur résilience au changement climatique et renforcer leur potentiel d'atténuation du changement climatique, il faut s'attaquer aux facteurs de dégradation des ressources et de perte de biodiversité qui affectent également les 70 % restants. Dans notre appel, nous demandons donc qu'un accès préférentiel nous soit garanti et que nous soyons autorisés à cogérer 100 % des zones côtières.

Nous demandons également à être protégés des secteurs concurrents de l'économie bleue, et que les membres de la FAO n'autorisent ni ne soutiennent aucune nouvelle utilisation des océans susceptible d'avoir un impact négatif sur les écosystèmes et les communautés qui dépendent de ces écosystèmes pour leur subsistance.

Nous sommes les gardiens des territoires où nous vivons et de leurs ressources naturelles. Nous demandons aux membres de la FAO et à leurs partenaires de nous écouter dans nos efforts pour gérer nos ressources marines, et nous insistons sur l'urgence de mettre en oeuvre une approche de la conservation marine fondée sur les droits de l'homme.

Personne n'entre dans la maison d'une autre personne sans le demander : toute décision concernant la conservation de nos territoires doit avoir notre avis et notre consentement.

Merci beaucoup.